ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture et par le Ministre de la Culture, Adjoint à l'Education nationale, le 10 août 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant le contrôle linguistique", a donné le 25 août 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 10e augustus 1964 door de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur en door de Minister van Cultuur, Adjunct voor Nationale Opvoeding, verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende organisatie van de taalcontrole", heeft de 25e augustus 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

L'arrêté royal projeté a pour objet, en exécution des articles 17 et 18 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, d'organiser le contrôle dans tous les cas où la langue maternelle ou usuelle de l'enfant détermine le régime linguistique de son enseignement.

A cet effet, un service d'inspection linguistique est institué avec deux cadres linguistiques comprenant deux inspecteurs principaux et six inspecteurs au plus. Les membres de cette inspection sont nommés et révoqués par le Roi. Si les inspecteurs linguistiques sont choisis parmi les inspecteurs cantonaux de l'enseignement primaire, par contre, les inspecteurs principaux sont choisis parmi les membres du personnel enseignant des établissements d'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat.

Au point de vue pécuniaire, les inspecteurs principaux bénéficient de l'échelle de traitements prévue pour les inspecteurs du degré supérieur de l'enseignement moyen, tandis que les inspecteurs ont l'échelle de traitements de l'inspecteur principal de l'enseignement primaire.

Il ne fait pas de doute que ces seules dispositions du projet qui viennent d'être analysées ici, ne fixent pas complètement le statut des inspecteurs linguistiques.

.../...

Eu égard aux missions que la loi du 30 juillet 1963 leur confie dans l'enseignement, les inspecteurs linguistiques font partie du personnel enseignant au même titre que les inspecteurs de l'enseignement. Il s'ensuit que le statut de ces inspecteurs linguistiques serait facilement complété si le Gouvernement les assimilait aux inspecteurs de l'enseignement. Cette assimilation aurait plus particulièrement pour effet, en vertu de l'arrêté royal du 16 décembre 1924, d'exclure de l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 août 1947 les nominations aux grades d'inspecteur linguistique.

Quant au personnel du secrétariat du contrôle linguistique, le projet ne fixe pas leur statut. A défaut de disposition formelle à ce sujet dans le projet, il faut admettre qu'en raison de la nature des prestations auxquelles ce personnel est astreint, le statut des agents de l'Etat lui est applicable. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le projet devrait préciser le statut de ce personnel.

\+

\+ +

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

La portée de l'arrêté projeté serait mieux indiquée si l'intitulé était complété par les mots "dans l'enseignement".

.../...

Préambule.

Le préambule devrait être complété par la mention de la date des avis auxquels il se réfère.

Dispositif.

Article 1er.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 1er.-

L'inspection linguistique... est assurée par deux inspecteurs principaux et six inspecteurs au plus".

Article 4, alinéa 1er.

La condition formulée sub 3 a pour effet d'exclure les enseignants d'un établissement d'enseignement reconnu par l'Etat. Il faut cependant remarquer que la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement est applicable aux établissements reconnus par l'Etat. D'autre part, l'arrêté royal du 7 avril 1964 modifiant l'arrêté du Régent du 1er juillet 1946 relatif à l'inspection de l'enseignement technique reconnaît les services prestés dans l'enseignement reconnu par l'Etat au même titre que ceux rendus dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat pour pouvoir être nommé aux emplois d'inspecteur des cours techniques et de pratique professionnelle. Il serait, dès lors, indiqué d'admettre les services prestés dans l'enseignement reconnu par l'Etat.

Cette observation vaut également pour l'article 14, § 2, et l'article 15, § 3.

\+

\+ \+

Alinéa 2.

D'après le projet l'affectation de l'inspecteur principal dans l'un ou l autre rôle linguistique ne dépend pas des connaissances linguistiques de l'intéressé, mais uniquement de la langue d'enseignement de l'établissement où il a exercé ses fonctions.

S'il est exact dans la plupart des cas qu'il y aura une concordance entre la connaissance approfondie de la première langue du professeur et la langue d'enseignement de l'école où il enseigne, il faut cependant observer que la loi autorise le professeur de langues vivantes à enseigner dans une école alors qu'il n'a qu'une connaissance suffisante de la langue d'enseignement de cette école.

La disposition du dernier alinéa permettrait la nomination d'inspecteurs linguistiques qui n'ont qu'une connaissance suffisante de la langue principale et qui ont, par contre, une connaissance approfondie de la seconde langue. Telle n'est assurément pas l'intention du Gouvernement et le texte devrait être remanié. Il suffit de rédiger le 4° du premier alinéa et le dernier alinéa comme suit :

"4° justifier d'une connaissance approfondie de la première langue et d'une connaissance suffisante de la seconde langue conformément à l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963.

La première langue détermine le rôle linguistique auquel l'inspecteur principal est affecté".

.../...

Article 6.

Pour mieux rendre les intentions du Gouvernement, le texte suivant est proposé :

"Article 6.-

Le jury prévu à l'article 5 est composé et fonctionne conformément à l'arrêté royal du 8 avril 1964 instituant des jurys de sélection pour certains emplois dans l'enseignement de l'Etat.

Toutefois, les membres et suppléants à nommer parmi les personnes indépendantes de l'enseignement sont choisis sur des listes doubles présentées par l'Académie royale de langue et de littérature françaises ou par l'Académie royale flamande de langue et de littérature, selon qu'il s'agit de nommer un inspecteur principal du rôle français ou du rôle néerlandais".

Article 7.

Il est exigé du candidat qu'il ait la qualité d'inspecteur cantonal au moment de sa nomination.

Il serait, dès lors, plus exact d'écrire : "avoir la qualité d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire".

Article 8.

Si le Gouvernement estimait devoir assimiler les inspecteurs linguistiques aux inspecteurs de l'enseignement, l'article 8 pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 8.-

Les dispositions statutaires et pécuniaires applicables à l'inspecteur du degré supérieur de l'enseignement moyen et à l'inspecteur principal de l'enseignement primaire sont applicables respectivement à l'inspecteur principal et à l'inspecteur".

Article 10.

A l'encontre de l'article 54, § 4, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, qui accorde à la commission permanente de contrôle linguistique le droit de se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'elle estime indispensables pour l'instruction des affaires, la loi du 30 juillet 1963 n'a accordé aucun pouvoir d'investigation à ceux qui sont chargés de procéder au contrôle linguistique. En l'absence d'une disposition légale autorisant les inspecteurs linguistiques à se faire communiquer tous registres et dossiers de toute nature qu'ils estiment indispensables au contrôle dont ils sont chargés, les pouvoirs de ces inspecteurs doivent se limiter à recueillir les renseignements dont ils ont besoin pour exercer leur mission.

L'alinéa 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Les inspecteurs linguistiques peuvent se faire communiquer gratuitement par les services publics et les établissements d'enseignement tous les renseignements qu'ils estiment indispensables au contrôle dont ils sont chargés".

.../...

Article 14.

Au § 1er, alinéa 2, de cet article, le projet n'a pas pourvu au remplacement du vice-président lorsqu'il sera empêché. Selon les délégués du Gouvernement, il a comme suppléant l'inspecteur linguistique le plus ancien appartenant au même rôle linguistique que celui du vice-président.

Le second alinéa pourrait être remplacé par le texte suivant :

"En cas d'empêchement du président, le vice-président préside la commission.

Le président et le vice-président ont pour suppléant l'inspecteur linguistique le plus ancien du même rôle linguistique que celui du président et du vice-président. En cas d'empêchement de l'un ou de l'autre, leur suppléant complète la commission".

§ 3, alinéa 2.

Des renseignements donnés par les deux délégués du Gouvernement, il résulte que la commission se composera uniquement des assesseurs lorsque les deux inspecteurs principaux sont rapporteurs. Contrairement aux prescriptions du § 1er, alinéa 2, les suppléants du président et du vice-président ne compléteront pas la commission.

Ces intentions du Gouvernement seraient mieux rendues par le texte suivant :

.../...

"Lorsque la commission est saisie par les inspecteurs principaux, ceux-ci sont rapporteurs et ne sont pas remplacés par leurs suppléants. La présidence est assumée par l'assesseur qui appartient au même rôle linguistique que celui du président et a le plus d'ancienneté en qualité de chef d'établissement".

Article 16.

§ 1er. La suppléance du président n'est pas prévue alors que chaque membre a son propre suppléant. Le texte doit être complété sur ce point.

Comme le projet réserve la présidence à un magistrat, il y aura lieu de demander au préalable l'accord du Ministre de la Justice, d'autant plus que celui-ci devra autoriser le magistrat à accepter un mandat au sein du jury (voir l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifié par la loi du 9 août 1963). Dès lors il conviendrait que l'arrêté projeté soit soumis au contreseing du Ministre de la Justice.

§ 2. Les magistrats prouvent leur connaissance approfondie de la première langue uniquement par la production de leur diplôme de docteur en droit. Le projet n'admet pas les magistrats qui, par un examen linguistique spécial, ont prouvé leur connaissance approfondie de la langue qui n'est pas celle de leurs études de droit. D'après l'article 55, § 8, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (coordonnées par arrêté du Régent du 31 décembre 1949), la justification de la connaissance approfondie d'une langue nationale se fait indifféremment soit par la production du diplôme de docteur en droit, soit par l'examen linguistique. Le projet s'écarte de ce régime légal. .../...

§ 3, alinéas 1er et 2.

Le projet ne précise pas de quelle manière les membres doivent justifier leur connaissance suffisante de la seconde langue. Il est exclu qu'il appartienne au Ministre d'apprécier cette connaissance suffisante. La preuve devra donc être faite conformément à l'article 15, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963.

Les alinéas 1er et 2 de ce § 3 devraient, en conséquence, être complétés comme suit : "... conformément à l'article 15, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963".

La question se pose de savoir si cette preuve doit être produite par le philologue germanique qui a fait ses études en français, ou par le philologue roman qui a fait ses études en néerlandais. Enfin, d'après le texte, la philologie classique est visée au même titre que la philologie romane ou germanique. S'il ne devait pas en être ainsi, il y aurait lieu de préciser qu'il ne s'agit que de la philologie romane et germanique.

Articles 21 et 22.

L'article 21 règle la procédure de la déclaration linguistique lorsqu'il s'agit d'une première inscription dans une école.

L'article suivant règle cette même procédure lorsqu'il s'agit d'une première inscription dans une école gardienne.

.../...

Comme la plupart des enfants fréquentent d'abord l'école gardienne, il semble plus logique de régler en premier lieu la déclaration linguistique pour l'élève du jardin d'enfarts.

D'autre part, pour une meilleure compréhension de cette procédure, il faudrait indiquer que cette déclaration ne doit se faire que dans les cas où la langue maternelle ou usuelle de l'enfant détermine le régime linguistique de son enseignement.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 21.-

Dans tous les cas où la langue maternelle ou usuelle de l'enfant détermime le régime linguistique de son enseignement, le chef de famille, qui désire faire inscrire son enfant pour la première fois dans une école gardienne, déclare sur deux formulaires la langue maternelle ou usuelle de l'enfant à l'administration communale du lieu de sa résidence habituelle; celle-ci vérifie sans frais et rectifie le cas échéant les renseignements relatifs à l'état civil et renvoie les deux formulaires, au plus tard dans les huit jours de leur réception, au chef de famille. Celui-ci présente les deux formulaires, lors de l'inscription de son enfant, au chef d'école qui les transmet dans le mois au secrétariat du contrôle linguistique.

Article 22.-

Lorsqu'il s'agit d'une première inscription autre que dans une école gardienne, le chef de famille fait sa déclaration linguistique à l'administration communale du lieu de sa résidence habituelle avant la

.../...

fin de l'année civile qui précède celle de l'inscription. L'administration communale, après vérification et rectification des renseignements relatifs à l'état civil, transmet les deux formulaires au plus tard dans les huit jours de leur réception au secrétariat du contrôle linguistique".

Article 24.

La mission des inspecteurs est de contrôler l'exactitude des déclarations linguistiques. S'ils ne mettent pas en doute l'exactitude de cette déclaration, celle-ci est visée par eux.

Il serait, dès lors, préférable d'écrire :

"Lorsque les deux inspecteurs reconnaissent l'exactitude de la déclaration linguistique, ils visent les deux exemplaires de la déclaration. L'un des exemplaires est transmis au secrétariat du contrôle linguistique, l'autre au chef d'école dans le cas visé par l'article 21 et au chef de famille dans le cas visé par l'article 22".

Article 25.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 25.-

Lorsqu'ils ne reconnaissent pas l'exactitude de la déclaration, les deux inspecteurs doivent motiver leur décision et indiquer la langue maternelle ou usuelle de l'enfant. Une copie de cette décision est notifiée au chef de famille.

.../...

Ils mentionnent, en outre, la langue maternelle ou usuelle de l'enfant sur les deux exemplaires de la déclaration, qui sont transmis comme il est dit à l'article 24".

Article 28.

Alinéa 1er.

D'après les renseignements fournis par les délégués du Gouvernement, la commission ne peut siéger que si tous ses membres sont présents. Si telle est bien l'intention du Gouvernement, le texte devrait être complété sur ce point.

Dernier alinéa.

Il serait indiqué d'attendre l'expiration du délai d'appel avant d'expédier les deux exemplaires de la déclaration linguistique. De cette manière, on éviterait de devoir réclamer cette déclaration linguistique au chef d'école ou au chef de famille lorsqu'il y a appel de la décision de la commission. Le dernier alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Après l'écoulement du délai d'appel, les deux exemplaires de la déclaration linguistique sont transmis comme il est dit à l'article 24".

Cette suggestion implique la suppression du dernier alinéa de l'article 29.

.../...

Article 30.

Pour le dernier alinéa de cet article 30, la rédaction suivante est suggérée :

"La partie appelante est convoquée pour être entendue. Elle peut se faire représenter. Elle peut également déposer une note".

Article 31.

De même que l'article 28 du projet, cet article n'indique pas quel est le quorum requis pour délibérer valablement. Il devrait, le cas échéant, être complété sur ce point.

- - - - - - -

L'intitulé de la deuxième section ne précise pas de quel certificat il s'agit ici. Il serait indiqué de reprendre l'intitulé qui figure à l'annexe I, savoir : "Certificat de langue des études antérieures".

- - - - - - - -

Article 33.

Le texte serait plus précis, si au lieu de se référer à l'article 17 de la loi, il indiquait l'hypothèse envisagée par cet article. Le texte suivant est proposé : "... qui en fait la demande, un certificat attestant la langue dans laquelle l'élève a fait ses études".

.../...

Article 34.

D'après les explications fournies par les délégués du Gouvernement, cet article règle le cas de l'élève qui n'a pas fait toutes ses études antérieures dans une seule et même langue. Il se peut que le certificat contienne exactement tous les renseignements à ce sujet ou les reproduise d'une manière incomplète ou fausse.

De toute manière, lorsque l'élève n'a pas fait toutes ses études antérieures dans la langue d'enseignement qui est celle de l'école où il vient s'inscrire, les inspecteurs linguistiques annuleront ce certificat, ce qui aura pour effet que le chef de famille devra faire une déclaration relative à la langue maternelle ou usuelle de son enfant.

Aussi longtemps que cette déclaration linguistique ne sera pas faite, l'élève ne sera pas régulièrement inscrit à l'école.

Les intentions du Gouvernement seraient mieux rendues par le texte suivant :

"Article 34.-

Les inspecteurs linguistiques qui constatent après enquête que l'élève n'a pas fait toutes ses études antérieures dans la langue d'enseignement de l'école où il s'est fait inscrire, annulent le certificat de langue des études antérieures et notification en est faite dans les trois jours au chef de famille et au chef d'école.

Le chef de famille est tenu de faire une déclaration linguistique concernant son enfant conformément à l'article 22".

.../...

Article 36.

Il n'est pas nécessaire de préciser que cet article s'applique "dans les cas où, en vertu des dispositions de la loi, la langue maternelle ou usuelle de l'enfant détermine le régime linguistique de l'enseignement". L'article peut débuter par les mots "Le chef d'école ... ".

Quant au dernier alinéa, il est également superflu de préciser que le président est un magistrat et que le jury est celui prévu à l'article 16, § 1er, du présent arrêté .

L'article envisage le cas du chef de famille qui "pour une cause indépendante de sa volonté" n'a pu se procurer le certificat ou la déclaration linguistique et il charge le président du jury d'apprécier le fondement "des arguments de force majeure invoqués".

Il s'agit là de notions juridiques différentes. Il serait donc préférable de rédiger le dernier alinéa comme suit :

"Le président du jury apprécie les raisons invoquées par le chef de famille; en cas de rejet, l'inscription provisoire de l'élève est annulée. Cette décision est notifiée au chef d'école et au chef de famille dans un délai de quinze jours à dater de l'inscription provisoire".

.../...

Article 37.

Le projet institue un jury par arrêté ministériel, en attendant que le Roi ait créé la commission d'examen prévue par la loi.

La légalité de cette subdélégation non prévue par la loi, paraît douteuse.

En outre, l'arrêté royal du 25 octobre 1933 a été abrogé par les arrêtés des 22 août 1960 et 28 février 1961.

Article 39.

Le projet omet de préciser de quelle manière seront désignés les membres et leurs suppléants dont le mandat sera de deux ans.

A moins que le Roi se réserve le droit de désigner ces membres lors de leur nomination, le projet pourrait laisser ce soin aux membres. Dans ce dernier cas, l'article 39 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 39.-

Par dérogation aux articles 14, § 2, et 16, § 4, le mandat de la moitié des assesseurs et de leurs suppléant nommés pour la première fois prendra fin après deux ans.

Lors de la première réunion, il est procédé par tirage au sort de la désignation des assesseurs dont le mandat prend fin après deux ans".

.../...

Article 40.

L'article 22 du projet, auquel renvoie le présent article, n'établit aucune "date limite". Le projet déroge ici à l'article 21 du projet, qui précise que le chef de famille doit remettre sa déclaration linguistique "avant la fin de l'année civile qui précède celle de l'inscription". Comme le Conseil a proposé d'intervertir l'ordre de ces deux articles, il n'y a pas lieu de modifier le renvoi à cet article. Il serait cependant préférable de rédiger la fin de cet article en ces termes: "à la fin du mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au Moniteur belge".

Article 42.

Il y a lieu de substituer au mot "parution" le mot "publication".

\+

\+ \+

A la formule qui suit l'annexe, les mots "et approuvé" doivent être omis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp-koninklijk besluit heeft tot doel, ter uitvoering van de artikelen 17 en 18 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, de controle te organiseren in alle gevallen waarin "de moedertaal of de gebruikelijke taal van het kind het taalstelsel van zijn onderricht bepaalt".

Te dien einde wordt een taalinspectiedienst met twee taalkaders ingesteld, die bestaat uit twee hoofdinspecteurs en ten hoogste zes inspecteurs. De leden van die inspectie worden door de Koning benoemd en afgezet. De taalinspecteurs worden gekozen uit de kantonnale inspecteurs van het lager onderwijs, de hoofdinspecteurs uit het onderwijzend personeel van door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen.

De hoofdinspecteurs worden bezoldigd volgens de weddeschaal van inspecteur van het middelbaar onderwijs van de hogere graad, de inspecteurs volgens die van hoofdinspecteur van het lager onderwijs.

Het hoeft geen betoog, dat die enkele bepalingen van het ontwerp niet het gehele statuut van de taalinspecteurs regelen.

De opdrachten die de wet van 30 juli 1963 hun in het onderwijs verleent, zijn zo dat de taalinspecteurs evengoed als de onderwijsinspecteurs tot het onderwijzend personeel behoren. Het statuut van de taalinspecteurs zou dus gemakkelijk kunnen worden aangevuld indien de Regering hen

.../...

met onderwijsinspecteurs gelijkstelde. Meer in 't bijzonder zou dit medebrengen, krachtens het koninklijk besluit van 16 december 1924, dat bij benoemingen tot taalinspecteur geen toepassing moet worden gemaakt van de wet van 3 augustus 1919 en 27 augustus 1947.

Het personeelsstatuut voor het "secretariaat van de taalcontrole" wordt in het ontwerp niet geregeld. De prestaties van die ambtenaren zijn van die aard, dat het statuut van het Rijkspersoneel moet worden geacht op hen van toepassing te zijn als het ontwerp niets uitdrukkelijks zegt. Mocht de Regering het niet zo zien, dan zou het ontwerp hun statuut nader moeten bepalen.

\+

\+ +

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift zou de strekking van het ontwerpbesluit beter aangeven, als het werd aangevuld met de woorden "in het onderwijs".

Aanhef.

In de aanhef zou ook de datum van de adviezen waarnaar wordt verwezen, vermeld moeten worden.

.../...

Artikelen.

Artikel 1.

De Franse tekst van het artikel leze men als volgt :

"Article 1er.-

L'inspection linguistique ... est assurée par deux inspecteurs principaux et six inspecteurs au plus".

Artikel 4, eerste lid.

De eis onder 3 heeft tot gevolg, dat het onderwijzend personeel van door de Staat erkende onderwijsinrichtingen wordt uitgesloten. De wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs is echter ook op dat soort inrichtingen toepasselijk. Het koninklijk besluit van 7 april 1964 tot wijziging van het besluit van de Regent van 1 juli 1946 betreffende de inspectie van het technisch onderwijs erkent, van zijn kant, zowel de diensten verricht in het door de Staat erkend onderwijs als de diensten verricht in het door de Staat georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs voor de kans op benoeming tot inspecteur "over het onderricht in de technische cursussen of de cursussen in de beroepspraktijk". Het ligt dus voor de hand, ook hier de diensten in het door de Staat erkend onderwijs in aanmerking te nemen.

Die opmerking geldt mede voor artikel 14, § 2, en artikel 15, § 3.

\+

\+ \+

.../...

Tweede lid.

Volgens het ontwerp wordt de hoofdinspecteur niet op grond van zijn taalkennis, maar alleen op grond van de onderwijstaal van de inrichting waar hij zijn ambt heeft uitgeoefend, voor een bepaalde taalrol aangewezen.

Zal de eerste taal welke de leraar grondig kent, doorgaans de onderwijstaal zijn van de school waar hij les geeft, toch moet worden opgemerkt dat de wet de leraar levende talen toestaat, onderricht te geven in een school waarvan hij de onderwijstaal slechts "voldoende" kent.

Krachtens het laatste lid zouden taalinspecteurs kunnen worden benoemd, die de hoofdtaal slechts voldoende, de tweede taal daarentegen grondig kennen. Zo bedoelt de Regering het stellig niet. De tekst zou dan ook moeten worden omgewerkt. Hiertoe is het voldoende het eerste lid,4°, en het laatste lid als volgt te lezen :

"4° het bewijs leveren van grondige kennis van de eerste taal en van voldoende kennis van de tweede taal overeenkomstig artikel 15 van de wet van 30 juli 1963.

De eerste taal bepaalt de taalrol waarvoor de hoofdinspecteur wordt aangewezen".

Artikel 6.

Om de bedoeling van de Regering beter weer te geven, leze men de tekst als volgt :

"Artikel 6.-

De in artikel 5 bedoelde examencommissie wordt samengesteld en werkt overeenkomstig het koninklijk besluit

.../...

van 8 april 1964 tot instelling van de examencommissies belast met de schifting van de kandidaten voor sommige betrekkingen in het Rijksonderwijs.

Leden en plaatsvervangende leden echter die uit niet tot het onderwijs behorende personen moeten worden benoemd, worden gekozen uit lijsten van twee kandidaten, voorgedragen door de Koninklijke Vlaamse Academie voor taal- en letterkunde of door de Koninklijke Academie voor Franse taal- en letterkunde, naargelang een hoofdinspecteur van de Nederlandse of van de Franse taalrol moet worden benoemd

Artikel 7.

Van de kandidaat wordt geëist dat hij bij zijn benoeming kantonnaal inspecteur is.

Een juistere lezing ware dan ook : "kantonnaal inspecteur van het lager onderwijs zijn".

Artikel 8.

Mocht de Regering het nodig achten, de taalinspecteurs met onderwijsinspecteurs gelijk te stellen, dan kan artikel 8 als volgt worden gelezen :

"Artikel 8.-

De bepalingen die het statuut en de bezoldiging van inspecteurs van het middelbaar onderwijs van de hogere graad en van hoofdinspecteurs van het lager onderwijs regelen, zijn onderscheidenlijk op de hoofdinspecteurs en op de inspecteurs van toepassing".

.../...

Artikel 10.

Anders dan artikel 54, § 4, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, op grond waarvan de vaste commissie voor taaltoezicht zich alle bescheiden of inlichtingen mag doen mededelen die zij nodig acht voor het onderzoek van de zaken, verleent de wet van 30 juli 1963 geen opsporingsbevoegdheid aan hen die met de taalcontrole belast zijn. Bij gemis van een wetsbepaling krachtens welke de taalinspecteurs zich alle registers en dossiers mogen doen overleggen welke zij nodig achten voor de controle waarmede zij belast zijn, moet hun bevoegdheid beperkt blijven tot het inwinnen van de gegeven waarover zij voor het uitoefenen van hun opdracht moeten beschikken.

Het eerste lid kan als volgt worden gelezen :

"De taalinspecteurs kunnen zich door de openbare diensten en de onderwijsinrichtingen kosteloos alle gegeven doen mededelen die zij voor de hun opgedragen controle onmisbaar achten".

Artikel 14.

Paragraaf 1, tweede lid, van dit artikel voorziet niet in de vervanging van de verhinderde ondervoorzitter. Volgens de gemachtigden van de Regering is zijn plaatsvervanger de oudstbenoemde taalinspecteur van dezelfde taalrol als hij.

.../...

Het tweede lid kan door de volgende tekst worden vervangen :

"Is de voorzitter verhinderd, dan zit de ondervoorzitter de commissie voor .

De voorzitter en de ondervoorzitter hebben tot plaatsvervanger de oudstbenoemde taalinspecteur van dezelfd taalrol als de voorzitter en de ondervoorzitter. Is een van beiden verhinderd, dan vult hun plaatsvervanger de commissie aan".

Paragraaf 3, tweede lid.

Volgens de inlichtingen die de beide gemachtigden van de Regering hebben verstrekt,zal de commissie, als beide hoofdinspecteurs rapporteur zijn,alleen uit bijzitters bestaan.

In tegenstelling tot hetgeen § 1, tweede lid, bepaalt, zullen de plaatsvervangers van voorzitter en ondervoorzitter de commissie niet aanvullen.

Die bedoeling van de Regering kan beter als volgt worden weergegeven :

"Wanneer de hoofdinspecteurs een zaak bij de commissie aanhangig hebben gemaakt, zijn zij rapporteur en worden zij niet vervangen door hun plaatsvervangers. Het voorzitterschap wordt waargenomen door de bijzitter die tot dezelfde taalrol als de voorzitter behoort en als hoofd van een inrichting het langst in dienst is".

.../...

Artikel 16.

§ 1. Over een plaatsvervanger van de voorzitter wordt niets gezegd, terwijl elk lid zijn eigen plaatsvervanger heeft. De tekst moet hier worden aangevuld.

Het ontwerp stelt, dat de voorzitter een magistraa is. Dus moet vooraf de instemming van de Minister van Justitie worden gevraagd, te meer daar deze hem zal moeten machtigen tot het aanvaarden van een mandaat in de jury (zie artikel 232 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963) Het ontwerp-besluit zou dus voor medeondertekening aan de Minister van Justitie moeten worden voorgelegd.

§ 2. Magistraten bewijzen hun grondige kennis van de eerste taal uitsluitend door overlegging van hun diploma van doctor in de rechten. Het ontwerp aanvaardt geen magistraten die door een bijzonder taalexamen hun grondige kennis van de andere taal dan die van hun rechtsstudiën hebben bewezen. Volgens artikel 55, § 8, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens (gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 december 1949), wordt het bewijs van de grondige kennis van een landstaal gelijkelijk door overlegging van het diploma van doctor in de rechten en door het taalexamen geleverd. Het ontwerp wijkt van die wettelijke regeling af.

§ 3, eerste en tweede lid.

Het ontwerp bepaalt niet hoe de leden het bewijs van voldoende kennis van de tweede taal moeten leveren.

.../...

Het is uitgesloten dat het toetsen daarvan aan de Minister zou staan. Het bewijs moet dus worden geleverd overeenkomstig artikel 15, tweede lid, van de wet van 30 juli 1963.

Het eerste en het tweede lid van deze § 3 zouden derhalve als volgt moeten worden aangevuld : "overeenkomstig artikel 15, tweede lid, van de wet van 30 juli 1963".

Een vraag is, of dat bewijs moet worden geleverd door de germanist die in het Frans, dan wel door de romanist die in het Nederlands zijn studiën heeft gedaan. Ten slotte kan volgens de tekst evengoed aan klassieke als aan Germaanse of Romaanse filologie worden gedacht. Mocht dat verkeerd zijn, dan zou duidelijk moeten worden gesteld dat alleen Germaanse en Romaanse filologie worden bedoeld.

Artikelen 21 en 22.

Artikel 21 regelt de procedure inzake "taalverklaring" bij eerste inschrijving voor een school.

Het volgende artikel regelt diezelfde procedure bij eerste inschrijving voor een kleuterschool.

Aangezien de meeste kinderen eerst naar een kleuterschool gaan, ligt het meer in de rede dat geval het eerst te behandelen.

Om de procedure bevattelijker te maken, zou moeten worden gezegd dat de taalaangifte alleen moet worden gedaan als de moedertaal of de gebruikelijke taal van het kind de taalregeling voor zijn onderricht bepaalt.

.../...

Men leze de tekst als volgt :

"Artikel 21.-

Telkens als de moedertaal of de gebruikelijke taal van het kind het taalstelsel van zijn onderricht bepaalt, doet het gezinshoofd dat zijn kind voor het eerst voor een kleuterschool wil laten inschrijven bij het gemeentebestuur van zijn gewone verblijfplaats op twee formulieren aangifte van de moedertaal of de gebruikelijke taal van het kind; het gemeentebestuur verifieert kosteloos, en verbetert desnoods, de gegevens betreffende de burgerlijke stand, en zendt beide formulieren, uiterlijk binnen acht dagen nadat zij zijn ingekomen, aan het gezinshoofd terug. Het gezinshoofd legt beide formulieren bij de inschrijving van zijn kind voor aan het schoolhoofd en deze bezorgt ze binnen een maand aan het secretariaat van de taalcontrole.

Artikel 22.-

Heeft de eerste inschrijving op een andere school dan een kleuterschool plaats, dan doet het gezinshoofd zijn taalaangifte bij het gemeentebestuur van zijn gewone verblijfplaats vóór het einde van het kalenderjaar dat aan het jaar van de inschrijving voorafgaat. Het gemeentebestuur bezorgt beide formulieren, na de gegevens betreffende de burgerlijke stand te hebben geverifieerd en verbeterd, uiterlijk binnen acht dagen nadat ze zijn ingekomen aan het secretariaat van de taalcontrole".

.../...

Artikel 24.

De inspecteurs hebben tot taak de juistheid van de taalaangiften te controleren. Trekken zij de juistheid ervan niet in twijfel, dan viseren zij de aangifte.

Het ware dan ook verkieslijk te schrijven :

"Als beide inspecteurs de juistheid van de taalaangifte erkennen, viseren zij de twee exemplaren van de aangifte. Een daarvan wordt bezorgd aan het secretariaat van de taalcontrole, het andere aan het schoolhoofd in het geval van artikel 21, aan het gezinshoofd in het geval van artikel 22".

Artikel 25.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 25.-

Als zij de juistheid van de aangifte niet erkennen, moeten beide inspecteurs hun beslissing motiveren en aangeven welke de moedertaal of de gebruikelijke taal van het kind is. Een afschrift van die beslissing wordt aan het gezinshoofd gezonden.

Bovendien vermelden zij de moedertaal of de gebruikelijke taal van het kind op de twee exemplaren van de aangifte; deze worden verzonden zoals gezegd is in artikel 24".

.../...

Artikel 28.

Eerste lid.

Naar de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, kan de commissie alleen zitting houden als al haar leden tegenwoordig zijn. Bedoelt de Regering het inderdaad zo, dan zou de tekst op dat punt moeten worden aangevuld.

Laatste lid.

Er zou moeten worden gewacht tot de termijn van hoger beroep verstreken is alvorens de twee exemplaren van de taalaangifte worden verzonden. Daarmee zou vermeden worden, dat die aangifte opnieuw bij het school- of het gezinshoofd moet worden opgevraagd als zulk een beroep tegen de beslissing van de commissie wordt ingesteld. Het laatste lid zou als volgt moeten worden gelezen :

"Nadat de termijn van hoger beroep verstreken is, worden de twee exemplaren van de taalaangifte verzonden zoals gezegd is in artikel 24".

Dit voorstel impliceert dat het laatste lid van artikel 29 wordt geschrapt.

Artikel 30.

Het laatste lid van dit artikel leze men als volg

"De partij die hoger beroep heeft ingesteld, wordt opgeroepen om te worden gehoord. Zij kan zich laten vertegenwoordigen. Zij kan ook een nota neerleggen".

Artikel 31.

Evenmin als artikel 28 van het ontwerp bepaalt di artikel welk quorum vereist is opdat geldig kan worden beraadslaagd. De tekst zou eventueel op dat punt moeten word aangevuld.

.../...

Uit het opschrift van afdeling 2 blijkt niet over welk getuigschrift het hier gaat. Men gebruike hier het opschrift van bijlage I : "Getuigschrift betreffende de taal van de vorige studiën".

\- - -

Artikel 33.

De tekst zou duidelijker zijn indien hij niet verwees naar artikel 17 van de wet, maar het daarin bedoelde geval vermeldde. Voorgesteld wordt :

"... aan het gezinshoofd dat erom verzoekt, een getuigschrift af te geven, waaruit blijkt in welke taal de leerling zijn studiën heeft gedaan".

Artikel 34.

Naar de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, regelt dit artikel het geval van leerlingen die niet al hun vorige studiën in eenzelfde taal hebben gedaan. De gegevens van het getuigschrift kunnen juist, zij kunnen ook onvolledig of verkeerd zijn.

Hoe het zij, als de leerling niet al zijn vorige studiën heeft gedaan in de onderwijstaal van de school waar hij zich laat inschrijven, vernietigen de taalinspecteurs dat getuigschrift, met het gevolg dat het gezinshoofd een aangifte zal moeten doen nopens de moedertaal of de gebruikelijke taal van zijn kind.

.../...

Zolang die taalaangifte niet gedaan is, zal de leerling niet regelmatig bij de school ingeschreven zijn.

De hiernavolgende tekst zou de bedoeling van de Regering beter weergeven :

"Artikel 34.-

Wanneer de taalinspecteurs na onderzoek vaststellen dat de leerling niet al zijn vorige studiën heeft gedaan in de onderwijstaal van de school waar hij zich heeft laten inschrijven, vernietigen zij het getuigschrift over de taal van de vorige studiën ; binnen drie dagen wordt daarvan kennis gegeven aan het gezinshoofd en aan het schoolhoofd.

Het gezinshoofd moet voor zijn kind een taalaangifte neerleggen overeenkomstig artikel 22" .

Artikel 36.

De bijzonderheid, dat dit artikel toepassing vindt "telkens als, overeenkomstig de bepalingen van de wet, de moedertaal of de gebruikelijke taal van het kind het taalstelsel van zijn onderricht bepaalt", is overbodig. Het artikel kan als volgt beginnen : "Het schoolhoofd mag ...".

In het laatste lid is het overbodig te zeggen dat de voorzitter een magistraat is en dat het gaat om de jury "voorzien bij artikel 16, § 1, van dit besluit".

.../...

Het artikel doelt op het geval van het gezinshoofd dat "ingevolge een van zijn wil onafhankelijke oorzaak" het getuigschrift of de taalaangifte niet heeft kunnen verkrijgen, en gelast de voorzitter van de jury "de gegrondheid van de ingeroepen argumenten van overmacht" te beoordelen.

Het gaat hier om verschillende rechtsbegrippen. Het laatste lid kan dan ook beter als volgt worden gelezen :

"De voorzitter van de jury beoordeelt de redenen die door het gezinshoofd zijn ingeroepen ; in geval van afwijzing wordt de voorlopige inschrijving van de leerling vernietigd. Van die beslissing wordt aan het schoolhoofd en aan het gezinshoofd kennis gegeven binnen vijftien dagen na de voorlopige inschrijving".

Artikel 37.

Het ontwerp stelt een bij ministerieel besluit samen te stellen examencommissie in, in afwachting dat de Koning de in de wet bedoelde examencommissie heeft ingesteld.

De wettigheid van deze overdracht van bevoegdheid, welke de wet niet kent, lijkt twijfelachtig.

Bovendien is het koninklijk besluit van 25 oktober 1933 opgeheven bij de besluiten van 22 augustus 1960 en 28 februari 1961.

.../...

Artikel 39.

Het ontwerp zegt niet op welke wijze de leden en plaatsvervangers wier mandaat na twee jaar eindigt, worden aangewezen.

Tenzij de Koning zich het recht voorbehoudt om die leden bij hun benoeming aan te wijzen, zou het ontwerp de leden daarvoor kunnen laten instaan. Dan zou artikel 39 als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 39.-

In afwijking van de artikelen 14, § 2, en 16, § 4, eindigt het mandaat van de helft van de bijzitters en van hun plaatsvervangers die voor het eerst benoemd zijn, na twee jaar.

Op de eerste vergadering worden de bijzitters wier mandaat na twee jaar eindigt, bij loting aangewezen".

Artikel 40.

Artikel 22 van het ontwerp, waarnaar dit artikel verwijst, bepaalt geen "einddatum". Het ontwerp wijkt hier af van zijn artikel 21, hetwelk bepaalt dat het gezinshoofd zijn "taalverklaring" moet afgeven "vóór het einde van het kalenderjaar dat het jaar der inschrijving voorafgaat". Nu de Raad heeft voorgesteld die artikelen in omgekeerde volgorde te lezen, hoeft de verwijzing naar dat artikel niet te worden gewijzigd. Het ware nochtans gerade

.../...

het slot van dit artikel als volgt te redigeren : "naar het einde van de maand volgend op die waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Artikel 42.

In de Franse tekst vervange men het woord "parution" door "publication".

\+

\+ \+

Het formulier dat op de bijlage volgt, leze men als volgt :

"Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	H. ADRIAENS,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	F. DUCHENE, J. ROLAND,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. H. ADRIAENS.

Le rapport a été présenté par M. A. VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. H. ADRIAENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. HOLOYE.